

L'INDONÉSIE DEVANT LA NOUVELLE LIBERTÉ DE LA PRESSE

► José Manuel Tesoro

Depuis la chute de Suharto, les médias indonésiens travaillent librement. Mais jusqu'où cette liberté peut-elle aller? Un consensus reste à trouver, dans un contexte difficile.

Il suffit de sortir dans la rue pour se faire une idée de l'étendue des changements intervenus en Indonésie depuis que les émeutes de Djakarta ont mis fin aux 32 années de règne du président Suharto, en mai 1998. Inutile de se mettre en quête d'une des manifestations quasi quotidiennes qui bloquent la circulation à Djakarta et dans les autres grandes villes du pays: le premier kiosque à journaux venu en dit long, avec ses multiples titres à l'étalage – revues aguicheuses, journaux populaires impertinents, quotidiens sensationnalistes – apparus ces dernières années.

Dans ce pays de 204 millions d'habitants (le quatrième du monde par sa population), la presse a «explosé» en très peu de temps. Dans les 12 mois qui ont suivi la démission de Suharto, le gouvernement a autorisé 718 nouveaux titres. Depuis l'indépendance, 53 années plus tôt, 289 autorisations seulement avaient été délivrées au total. Très récemment, en novembre 1999, le gouvernement a supprimé le *Deppen*, l'omnipotent ministère de l'Information. Pendant des années, cet organe a strictement contrôlé les médias et interdit toute enquête sur des sujets susceptibles d'exacerber les sensibilités ethniques, religieuses, raciales ou les convictions politiques. Justifiée au départ par la multitude de communautés ethniques et religieuses composant la nation, cette règle a peu à peu été étendue à tout ce qui dérangeait le gouvernement.

Au milieu des années 90, alors que l'autorité de Suharto était de plus en plus contestée, la presse s'est enhardie mais le gouvernement a durci sa position. Lorsque *Tempo*, l'un des principaux hebdomadaires, a évoqué les dissensions au sein du gouvernement concernant l'achat de 39 navires de guerre est-allemands, à l'instigation du ministre de la Recherche et de la Technologie de l'époque,



Sous Suharto, l'hebdomadaire *Tempo* avait été interdit de parution pour avoir évoqué un sujet politiquement «sensible». Sa réapparition en octobre 1998 (ci-dessus) a été le symbole d'une nouvelle ère de liberté de la presse.

B.J. Habibie, son autorisation de parution lui a été retirée. *Tempo* a eu gain de cause devant deux juridictions avant que la Cour suprême ne confirme la décision du *Deppen*. Le gouvernement s'en est alors pris à des journalistes ayant formé un syndicat indépendant. Plusieurs ont perdu leur emploi tandis que deux des syndicalistes et une secrétaire ont été condamnés en 1995 à des peines de prison pour avoir répandu des informations censées porter atteinte au gouvernement.

Le président et le roi de pique

Une émission de télévision très populaire a aussi été déprogrammée: elle comportait l'interview de l'un des juges ayant rendu un verdict favorable à *Tempo*.

Mais la détermination des journalistes n'a pas faibli, surtout à partir de la fin 1997, lorsque les médias ont osé couvrir l'insatisfaction et l'agitation croissantes dans tout l'archipel, notamment les manifestations estu-

diantines anti-Suharto. Après la réélection de Suharto par le parlement indonésien pour un septième mandat de cinq ans, la revue *D & R* a publié en couverture une caricature du président en roi de pique. Le *Deppen* a aussitôt engagé des poursuites contre la revue. L'affaire n'est toutefois jamais allée à son terme, des émeutes ayant entre-temps éclaté dans toute l'Indonésie, amenant Suharto à la démission.

Lorsque son vice-président, B.J. Habibie, lui a succédé pour assurer la transition, la presse a tout d'abord craint de voir réduites à néant les quelques avancées obtenues. L'inquiétude a cru avec la nomination d'un vétéran du Timor-Oriental, le général Y. Yosfiah, au ministère de l'Information. Pourtant, le respect de la liberté de la presse a réellement été l'une des grandes réalisations de ce gouvernement transitoire si décrié de l'après-Suharto.

L'une des premières mesures prises par le général Yosfiah a été de retirer au *Dep-*

► Journaliste à la revue *Asiaweek*, en poste à Djakarta.

► *pen* le droit de donner ou supprimer des autorisations de publier. Il a aussi allégé la procédure d'approbation gouvernementale des nouveaux médias. Il a même demandé que lui soient signalés les cas de fonctionnaires du *Deppen* exigeant une faveur (une participation financière dans une nouvelle entreprise de presse par exemple) en échange d'une autorisation. Il a réduit de 14 à 4 le nombre des bulletins d'information quotidiens officiels, obligatoirement diffusés par les stations de radio. Et il a autorisé la création de nouvelles associations de journalistes en dehors de la PWI, agréée par l'Etat. Le général Yosfiah a justifié ces changements dans une récente interview : « *Les choses sont différentes à présent. Nous considérons les journalistes comme des collègues. Nos conceptions ont changé.* ». Un des symboles de cette nouvelle politique a été le retour de *Tempo* dans les kiosques, en octobre 1998.

A la même époque, un groupe d'éditeurs et de chaînes de radio et télévision a proposé une révision des lois sur la presse de l'ère Suharto. La loi 40, votée en septembre 1999, a été la première « *à avoir libéré la presse de la tyrannie* », selon le président de l'Association indonésienne des éditeurs de presse, S.L. Batubara. Cette nouvelle loi (voir encadré) modifie 25 articles de la précédente, qui mettaient en grande partie la presse à la merci du ministre de l'Information. Elle charge aussi la presse d'assurer sa propre régulation. La Société indonésienne de presse, radio et télévision encourage désormais ses membres à créer des postes de médiateurs dans leurs rangs et prépare un code déontologique commun.

Si cette loi laisse de nombreuses questions en suspens – notamment en ce qui concerne la censure des émissions de radio, de télévision ou des films, ainsi que l'attribution des



© Kemal Jufri, Djakarta

Après la démission de Suharto, 718 nouveaux titres ont été autorisés. Résultat : les conférences de presse sont bondées. Ici, celle du directeur du Fonds monétaire international, Hubert Neiss, en décembre 1998.

fréquences – elle marque néanmoins un grand pas en avant. De nombreux journalistes constatent ainsi la diminution, voire la disparition des interventions militaires ou bureaucratiques.

Le carcan légal ne représentait qu'une partie des contraintes pesant sur la presse. Sur d'autres fronts, elle reste vulnérable. Ainsi, rien n'est fait pour protéger les journalistes des propriétaires des médias, dont la loi interdit qu'ils soient étrangers. Et la presse évoque peu les conflits d'intérêts. Si B.J. Habibie lui-même tolérait que son gouvernement et sa politique soient quotidiennement critiqués, certains de ses alliés et partisans étaient moins indulgents.

Des troubles ont éclaté à Djakarta quand le collège électoral s'est réuni en novembre 1998 pour confirmer Habibie dans ses fonctions. Peu de temps après, des pressions ont été exercées sur la chaîne de télévision privée SCTV : une banque appartenant à l'Etat a annulé le prêt de 34 millions de dollars consenti à cette chaîne, l'obligeant à vendre une participation majoritaire dans sa société. Une entreprise dirigée par un frère d'Habibie a pris l'initiative de se poser en médiateur... pour devenir associé. Dans un communiqué, les producteurs des actualités de la SCTV ont affirmé que le gouvernement punissait ainsi la chaîne pour ses enquêtes sur les émeutes.

Autre zone d'ombre : le code pénal, qui contient toujours de nombreux articles relatifs à la presse, punissant notamment de peines allant jusqu'à quatre ans de prison les émissions ou les articles considérés comme hostiles, haineux ou insultants à l'égard de membres du gouvernement. Le code pénal empêche les enquêtes sur les malversations présentes ou passées du gouvernement. Yasmen Umar, éditeur du *Pontianak Pos*, quotidien du Kalimantan-Occi-

dental, affirme que les gens qui s'estiment lésés dans un article critique « *envisagent tout de suite une solution pénale et non un droit de réponse* ».

En outre, la réticence des autorités à fournir des informations rapides et exactes rend difficile tout reportage sur les activités du gouvernement, et plus encore sur les affaires de corruption. « *Ce refus des fonctionnaires et des personnalités de communiquer des informations constitue un handicap pour nous* », déplore S.L. Batubara. Un scandale a récemment éclaté autour du détournement de plus de 70 millions de dollars destinés à la restructuration du secteur bancaire, par des personnalités liées au gouvernement et au parti au pouvoir. Pendant plus de trois mois, le gouvernement de B.J. Habibie, invoquant le secret bancaire, a refusé de publier un audit indépendant détaillant la destination de ces sommes et en identifiant les bénéficiaires.

Le principe d'une presse libre

Les puissants ne sont pas les seuls à inquiéter les journalistes. L'Indonésie de l'après-Suharto, dans un contexte de crise économique, de montée des sensibilités séparatistes, ethniques ou religieuses et dans une atmosphère politique troublée, est devenue un pays beaucoup plus dangereux pour les journalistes. Tout le monde n'accepte pas la nécessité, ni même le principe d'une presse libre. « *Pour la première fois, le public est confronté à des opinions pas toujours compatibles avec celles de tel ou tel groupe de pression* », explique A. Lin Neumann, conseiller de l'Alliance de la presse du Sud-Est asiatique.

C'est le cas par exemple des reportages sur le conflit entre musulmans et chrétiens à Amboine, capitale de la province multi-confessionnelle des Moluques. A la suite d'émeutes

LE SITE DU MOIS

<http://www.thehungersite.com/>

Chaque jour, 24 000 personnes meurent de faim dans le monde, soit une toutes les 3,6 secondes. Les trois quarts sont des enfants de moins de cinq ans. Ce site indépendant permet de faire un don d'aliments, via le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies, aux affamés de 80 pays – en particulier aux enfants, dans le cadre de distributions à l'école.

En cliquant sur un rectangle, on ajoute l'équivalent d'une ration, composée d'aliments déterminés en fonction du pays et de ses besoins. Les dons sont payés par des entreprises qui parraient l'initiative en échange d'un petit espace publicitaire. Plus d'un million de rations ont été distribuées depuis l'ouverture du site en juin 1999. ■

ayant éclaté début 1999, la ville a été pratiquement divisée entre les deux groupes en conflit. Les reporters chrétiens ne se sentaient en sécurité que dans les secteurs chrétiens, et les journalistes musulmans dans les quartiers musulmans. L'impossibilité d'enquêter dans les deux communautés a compliqué la question déjà délicate des reportages sur les affrontements religieux. Les chrétiens d'Amboine ont eu le sentiment que la presse nationale accordait plus d'importance aux attaques subies par les musulmans; ils sont devenus hostiles aux Indonésiens travaillant dans la presse locale.

Pendant ce temps, au Timor-Oriental, à l'approche du référendum sur l'indépendance d'août 1999 organisé par les Nations unies, des milices armées pro-indonésiennes s'en sont pris aux Indonésiens et aux étrangers travaillant pour la presse internationale, convaincus que la plupart des observateurs étrangers étaient favorables à la séparation de ce territoire. Victimes du chaos consécutif au scrutin, deux journalistes, l'un indonésien, l'autre étranger, ont été tués.

Depuis la levée des restrictions gouvernementales, un des griefs récurrents à l'égard des journalistes est qu'ils n'ont conscience ni de leurs responsabilités, ni de leurs devoirs, ni même de leurs droits. «Plus on donne de liberté à la presse, plus les responsabilités qui lui incombent sont énormes», déclare Atmakusumah Astraatmadja, directeur exécutif de l'Institut de presse Soetomo, un des rares organismes indonésiens à proposer une véritable formation aux

journalistes. Peu d'universités ont une faculté de journalisme.

En dehors d'une myriade de séminaires de courte durée destinés aux reporters locaux, et financés par des fonds étrangers, les journalistes indonésiens apprennent en grande partie leur métier sur le tas. Leurs salaires sont par ailleurs assez bas. Pratique très ancienne, le «journalisme à l'enveloppe» se réfère aux billets glissés dans une enveloppe et distribués aux journalistes assistant à une conférence de presse. Autre survivance de l'ère Suharto, la presse tend toujours à rendre compte de l'actualité en citant très souvent les opinions et les déclarations des personnalités officielles.

Degrés de liberté

Les médias indonésiens sont désormais libres. Mais ils sont aussi sans protection, dans un flou inquiétant. Journalistes et éditeurs indonésiens devront eux-mêmes trouver jusqu'où leurs communautés leur permettent d'aller. En d'autres termes, quel degré de liberté leurs lecteurs ou téléspectateurs sont prêts à leur accorder. Jusqu'à présent, aucun consensus ne s'est dessiné. Selon un sondage récemment effectué par un observatoire local des médias, trois personnes interrogées sur quatre estiment que les enquêtes journalistiques elles-mêmes contribuent à la «désintégration de la nation».

L'expérience de Rusdi Amral, responsable du bureau du quotidien national *Kompas* à Macassar, capitale des Célèbes du Sud, est

LA LOI SUR LA PRESSE DE 1999

- Cette loi, dans ses grandes lignes, supprime le pouvoir discrétionnaire du ministère de l'Information sur les médias indonésiens.
- Elle abolit le système des autorisations de parution.
- Elle rend passibles d'amendes et de sanctions les infractions à la liberté de la presse.
- Elle déclare la presse seule responsable de ses propres réglementations.
- Elle prône enfin la rédaction d'un code de déontologie pour les journalistes.

significative. Lorsque B.J. Habibie, originaire de cette province, a perdu les élections à la présidence du 20 octobre 1999, les étudiants de Macassar ont organisé des manifestations, dont certaines pour réclamer l'indépendance des Célèbes. Plusieurs véhicules de protestataires sont arrivés au bureau de Rusdi Amral, exigeant que son journal accorde une place importante à leur mouvement. «La presse peut maintenant venir à bout des menaces de la bureaucratie, civile ou militaire. Ce qui nous inquiète désormais, ce sont les menaces venant de la population», déclare Amral. La police s'est abstenue d'intervenir lorsque les manifestants se sont approchés de son bureau. Lui et son équipe ont dû se débrouiller seuls face à leurs détracteurs. ■

Des manifestants protestent contre la défaite de leur candidat à la présidentielle, Megawati Sukarnoputri, tandis que des journalistes se protègent des gaz lacrymogènes.

